



Le Jura Libre n° 2876 du jeudi 6 mars 2014

Editorial

Laurent Girardin

Le hochet

A quelque trois semaines des élections cantonales bernoises, il faut être décidément bien versé dans le monde politique pour savoir qu'une votation se profile à l'horizon. En ville de Moutier, même les panneaux destinés à la pose d'affiches mis en place depuis le 24 février sont restés désespérément vides de toute propagande durant près de dix jours ! C'est dire...

Pourtant, à cette occasion, le Jura-Sud sera appelé à renouveler son « parlement », organe sans pouvoir créé par les Maîtres des bords de l'Aar pour mieux asservir une poignée de politiciens régionaux qui semble seule concernée par ce vote. Pour ce qui est du reste de la population, un désintérêt total prédomine. Il faut dire que le Conseil du Jura berné (CJB) n'a absolument rien d'attrayant. Selon Frédéric Charpié, responsable d'un parti qui boude cette élection, ce n'est rien d'autre qu'un « groupe de Pères Noël qui saupoudre des subventions issues de la loterie. »

Le CJB n'en constitue toutefois pas moins la pierre angulaire du statut particulier du Jura méridional qui devra se transformer ces prochains mois en « statu quo+ », véritable panacée pour quelques illuminés probernois, coquille toujours aussi vide pour les autonomistes.

Avant le 24 novembre 2013, une liste de 14 propositions susceptibles de concrétiser le « statu quo+ » était hâtivement rendue public par le gouvernement bernois dans le seul but de rassurer les citoyens. Il ne s'agissait nullement de propositions d'extension de compétences, encore moins d'octroi de pouvoir décisionnel s'accompagnant des moyens financiers nécessaires.

Le « statu quo+ », et *de facto* le CJB, ne font en réalité que confirmer l'absence évidente d'ambition d'une région qui se contente d'être minoritaire dans un grand canton astreint de surcroît à réduire drastiquement son train de vie. Nous ne le répéterons jamais assez !

Pour montrer son attachement à sa région francophone, le gouvernement bernois déclarait, peu avant l'échéance du 24 novembre 2013 « qu'une sanction négative constituerait bel et bien le signal d'un appui populaire donnant toute légitimité au CJB pour poursuivre ses propositions et sa collaboration avec le Conseil-exécutif en vue de renforcer le statut du Jura bernois au sein du canton. »

Que déclarent ces derniers jours les deux candidats francophones au gouvernement bernois à propos du « statu quo+ » ? Philippe Perrenoud souffle le chaud et le froid et se garde bien de toute promesse. Quant à Manfred Bühler, qui à l'époque déclarait déjà que le « statu quo+ » s'avérait être « un hochet de plus pour amuser quelques politiciens », il constate que « trois quarts des gens ont estimé qu'il n'y avait pas besoin de changer grand-chose » et déclare : « On peut optimiser certains fonctionnements, il y a de très bonnes propositions dans le groupe de travail. Mais pas besoin d'aller beaucoup plus loin. »

On le voit – et on pourra continuer de le constater à l'envi -, le CJB demeurera la coquille vide qu'elle a toujours été. Quelle que soit sa future composition !